



Colonialismes, exils et luttes de la Palestine à l’Azawad

Oroub El-Abed

Associate Professor en économie politique, School of Graduate Studies, Université de Birzeit (Palestine)

Charles Grémont

Chargé de recherche en histoire, IRD/LPED, Aix-Marseille Université (France)

Nous avons invité conjointement Oroub El-Abed et Charles Grémont¹ le 5 décembre 2024 à la bibliothèque de l’IRMC dans le cadre du cycle de tables rondes « Penser la question palestinienne depuis le Maghreb ». Oroub El-Abed est chercheuse en économie politique et spécialiste des migrations forcées, avec un intérêt particulier pour le Machreq et les cas palestinien, syrien et irakien. Charles Grémont est historien, spécialiste des sociétés pastorales du Sahara et du Sahel, notamment des populations touarègues du Nord-Mali. En leur proposant de dialoguer ensemble, nous souhaitions mettre en regard, dans une perspective comparée, une situation au cœur des débats publics internationaux, localisée au Machreq, avec une situation largement invisibilisée et méconnue, localisée au sud du Maghreb. Si la Palestine est souvent comparée à l’Algérie², elle l’est bien plus rarement à l’Azawad, l’espace revendiqué par les rebelles touaregs et maures comme territoire autonome (à partir de 1990) puis indépendant (en 2012).

Le texte qui suit est le produit de ce dialogue original et fécond, développé en quatre axes de comparaison. Il montre d’abord que la Palestine et l’Azawad partagent un même héritage d’oppression coloniale, qui continue d’affecter le quotidien des populations locales bien après le retrait officiel des puissances impériales. Il met ensuite en évidence la manière dont la répression étatique et la résistance collective s’alimentent mutuellement. Le troisième axe s’intéresse ensuite à l’exil comme espace structurant de l’engagement politique. Enfin, le texte analyse les jeux d’influence exercés par les puissances étrangères, amenées à se joindre aux luttes ou à leur répression selon des intérêts variés.

Des situations coloniales au cœur des conflits

La Palestine et l’Azawad sont deux cas emblématiques des prolongements contemporains de logiques coloniales anciennes. Dans ces deux contextes, le retrait officiel des puissances impériales européennes (en 1948 pour la Palestine et en 1960 pour le Soudan français, qui devient le Mali) n’a pas signifié la fin des hiérarchies raciales, spatiales et politiques. Au contraire, les structures postcoloniales (et simultanément coloniales dans le cas de la Palestine) ont souvent reproduit, sinon renforcé, les dynamiques de contrôle, de marginalisation et d’exclusion.

En Palestine, la promesse faite par le gouvernement britannique en 1917, dans la déclaration Balfour, de faciliter la création d’un « foyer national pour le peuple juif », sans le consentement des populations autochtones, pose les jalons d’une colonisation de peuplement soutenue par une puissance impériale (Raheb, 2024 ; Williamson, 2024). Soulever la dimension coloniale de la question palestinienne, c’est donc convoquer une histoire qui commence bien avant 1948 et continue de s’écrire à travers les logiques de dépossession, de fragmentation et de contrôle. En 1948, la création de l’État d’Israël – projet structuré d’expropriation physique et légale des autochtones palestinien·nes (Fakher Eldin, 2025), que les historien·nes critiques qualifient de « nettoyage ethnique » – marque un moment de bascule fondamentale.

Pour autant, du point de vue palestinien, l’histoire coloniale ne s’est pas arrêtée avec la fin du mandat britannique attribué par la Société des Nations. Elle s’est simplement reconfigurée. Aux officiers britanniques ont succédé des

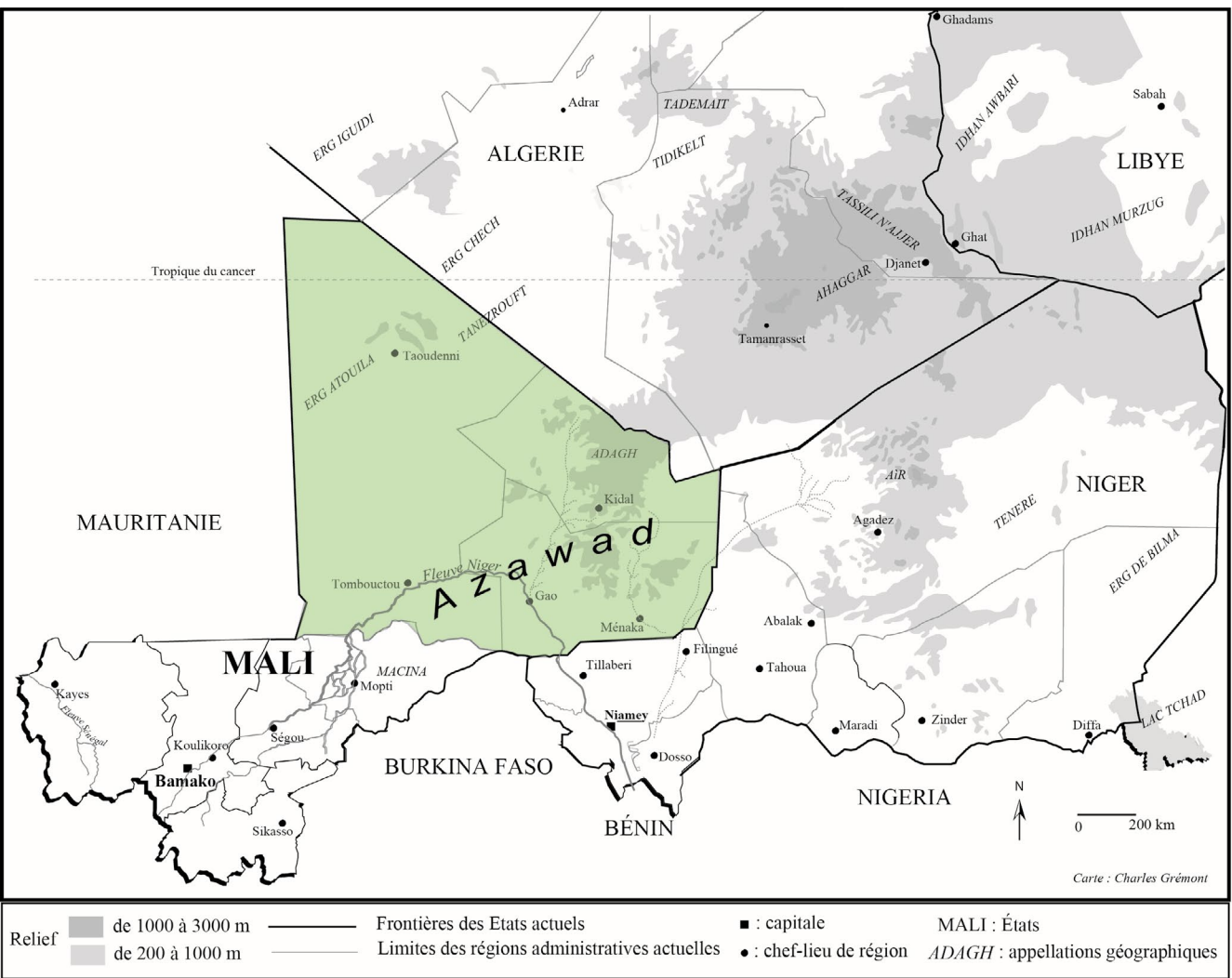
1. L’invitation de Oroub El-Abed s’est faite à l’initiative de Katharina Grüneisl, chercheuse associée à l’IRMC, et celle de Charles Grémont à l’initiative de Camille Cassarini, chercheur permanent à l’IRMC, qui ont tous les deux modéré la table ronde et la discussion.
2. Voir *infra* les articles de Raouf Farrah (p. 43-47), Abaher El Sakka (p. 49-55) et Arthur Asseraf (p. 57-61).

colons, des soldats et des gouvernements israéliens. La souveraineté confisquée, les terres volées, les maisons détruites et les lois d'exception³ constituent les marqueurs d'un régime de domination enraciné dans une logique d'effacement (Raheb, 2024). L'humiliation causée par les contrôles aux checkpoints, la peur permanente des bombardements, l'exclusion administrative et les politiques d'apartheid foncier ne sont pas des faits isolés, mais les expressions d'un pouvoir colonial contemporain appuyé sur des intérêts géopolitiques et économiques puissants.

Cette continuité coloniale entre en résonance avec d'autres expériences historiques, et notamment celle des populations touarègues et maures⁴ de l'Azawad, qui perçoivent leur marginalisation comme l'héritage direct de la colonisation française et de sa reconduction postindépendance. Les frontières actuelles du Mali (voir carte 1), devenu indépendant en 1960, perpétuent celles du Soudan français, territoire colonial qui appartenait au vaste ensemble de l'Afrique occidentale française (AOF).

À la fin du XIX^e siècle, au moment de la conquête coloniale française, des tribus guerrières et maraboutiques touarègues, qui dominent alors l'ensemble des populations du Nord-Mali actuel, mènent une résistance armée farouche. Mais du fait d'un rapport de force disproportionné (des sabres et des lances contre des armes à feu), elles sont violemment réprimées et forcées à la soumission (1916-1917). Aux officiers français qui avaient conquis les territoires par la force succèdent, après 1960, d'autres militaires, venus du sud cette fois, qui emploient à peu près les mêmes méthodes de coercition. Les rapports de domination sont maintenus, dont l'une des manifestations les plus saillantes est la collecte de l'impôt, vécue comme un tribut. Les Touareg-ues et les Maures de l'Azawad, vivant à plus de 1 000 kilomètres de Bamako, ne connaissent pas vraiment ces nouveaux maîtres originaires du sud-ouest, qui se présentent dans leurs campements et au seuil de leurs tentes pour exiger leur dû. Ils et elles sont plutôt reliés-es aux populations du

Carte 1.
L'Azawad,
un territoire
revendiqué au
Sahara central.
© Charles
Grémont



sud algérien actuel (pour le côté nord) et aux populations du Burkina, du Niger et du Nigeria actuel (pour les côtés sud et est) et n'ont ainsi que très peu de liens avec les bambarophones vivant dans la zone de Bamako, devenue capitale du Mali indépendant.

En Palestine comme en Azawad, la transition (post-)coloniale – de l'administration impériale (britannique en Palestine, française au Mali) à une domination nationale – est ainsi vécue non pas comme une libération mais comme une continuité, une reconfiguration de l'oppression coloniale. Cette dernière se manifeste notamment par la répression des populations, à laquelle répond une résistance croissante, dans une logique qui constitue un autre élément de comparaison entre les deux régions.

Des résistances tissées au fil des répressions et des générations

À chaque soulèvement, en Palestine comme en Azawad, la répression étatique s'intensifie, alimentant le cycle du ressentiment et élargissant les bases sociales de la contestation. Au Nord-Mali, la résistance des Touareg-ues est violemment réprimée depuis l'Indépendance. La collecte de l'impôt, humiliante aux yeux de la population, est à l'origine de la première révolte d'une poignée de Touaregs contre le pouvoir malien, en 1963, dans l'Adagh des Ifoghas (région de Kidal actuelle), à l'extrême-nord du pays (Boilley, 1999 ; Lecoq, 2010). S'ensuit une répression féroce contre les populations de la région. La zone est placée sous autorité militaire et interdite aux

étranger-es. Dès lors, tous les Touaregs sont étiquetés comme des rebelles en puissance. De même, en 1990, lorsque les « orphelins de 1963 » se révoltent pour dénoncer la marginalisation économique de leur région et faire valoir leurs droits en tant que Malien·nes⁵, le régime de Moussa Traoré refuse d'y voir un mouvement politique. Les rebelles sont qualifiés de « bandits armés » et, comme en 1963, les populations civiles sont prises pour cibles (assassinats, bétail enlevé ou mitraillé, campements pillés, puits empoisonnés...). Ces violences nourrissent une défiance envers l'État malien, même parmi celles et ceux qui ne soutenaient pas les projets d'autonomie ou d'indépendance de l'Azawad portés par les rebelles. Par ailleurs, les nombreux « accords de paix » signés en 1992, 2006 et 2015, censés proposer une issue politique à ces rébellions, n'ont jamais réellement été appliqués.

Pareillement, la résistance palestinienne – sous toutes ses formes, armée ou civile – est systématiquement réprimée, au nom de la sécurité de l'État israélien. Chaque soulèvement⁶ vient justifier le renforcement du contrôle militaire, les arrestations massives, les destructions ciblées, la criminalisation des symboles nationaux palestiniens et le refus de toute forme de souveraineté (Prastyanti, Do Carmo, 2024). L'État israélien nie ainsi toute légitimité politique à la résistance palestinienne, réduite à une criminalité sans cause (Fakher Eldin, 2025) : « les Palestiniens n'existent pas » (Golda Meir), leurs leaders sont des « obstacles à la paix ». À l'échelle politique, les accords de « paix » d'Oslo (1993) produisent l'effet inverse : intensification de l'occupation, accélération de la colonisation, contingentement des aspirations nationales dans un appareil bureaucratique sans pouvoir réel, l'Autorité palestinienne.

Cependant, malgré les violentes répressions dont elles font l'objet, les résistances touarègue et palestinienne s'inscrivent toutes les deux dans une logique transgénérationnelle. En Palestine, de plus en plus de jeunes, déçu-es par les accords d'Oslo, se tournent vers des formes alternatives de lutte – armée, religieuse ou transnationale (Giacaman *et al.*, 2025). Après les fedayin

3. Voir l'article de Raouf Farrah *infra*, p. 43-47.

4. « Touareg » est un mot exogène d'origine arabe. Pour se désigner elles et eux-mêmes, les Touareg-ues utilisent le terme *Kel Tamasheq* (« ceux de la langue *tamasheq* », une langue berbère du Sahara central), tandis que « Maures » est le nom donné aux populations arabophones de l'Ouest saharien (Mauritanie et Nord-Mali), qui parlent la *hassaniya*.

5. Ils et elles s'insurgent notamment contre leur sous-représentation au niveau des instances politiques nationales et contre le sous-développement manifeste de leur région.

6. Première Intifada (1987-1993), deuxième Intifada (2000-2005), grandes marches du retour (2018-2019)...



Illustration 1. Assis au centre, le nationaliste et combattant palestinien Abd al-Kader al-Husseini, dirigeant de la *Jaych al-Jihad al-Mouqaddas* (« Armée de la guerre sainte »), consulte une carte aux côtés de ses hommes durant la guerre de 1948. Il est tué au combat ce même jour, le 8 avril 1948, à Qastal, près de Jérusalem/Al-Qods. © Khalil Rasas, photographe palestinien (1926-1974). Ses documents, dérobés dans son studio à Jérusalem/Al-Qods puis intégrés aux archives de la Haganah, ont été retrouvés par la chercheuse et conservatrice israélienne Rona Sela.

de la décennie 1970, les années 2020 voient se lever une nouvelle génération d’artistes, de hackers, de juristes, mais aussi de combattant-es, qui perpétuent la lutte dans des formes réinventées. Les combattants palestiniens de la première heure – civils désarmés ou miliciens improvisés – se voient transformés en légendes vivantes. Leurs noms, comme ceux des martyrs de Deir Yassin ou de Qastal, sont aujourd’hui cités dans des poèmes et chansons de dabka ou de rap palestinien, pour exprimer la continuité d’une lutte historique (Raheb, 2024). De la même manière, dans le Nord-Mali, de nombreux poèmes sont composés pour célébrer la bravoure et la mort héroïque de ces premiers résistants à l’instauration d’un pouvoir étatique centralisé. Les noms de ces guerriers resurgissent, près d’un siècle plus tard, dans les chansons composées par les rebelles touaregs des années 1990 – manière d’exprimer une fidélité aux valeurs guerrières des anciens héros, mais aussi de réaffirmer la légitimité d’une lutte historique contre la mainmise de pouvoirs exogènes (Belalimat, 2003). Au fil des générations, le langage de la résistance s’est toutefois déplacé : en Palestine, il est passé de la libération nationale à la défense de Gaza, en passant par la dénonciation d’un

7. Voir l’article d’Adrien Thibault *infra*, p. 71-79.

régime d’apartheid (David *et al.*, 2024) ; en Azawad, après les premières revendications pour son autonomie (1990-1992) puis pour son indépendance (2012), ce sont aujourd’hui les projets djihadistes qui rassemblent le plus de monde et de forces.

Des histoires forgées dans l’exil

À chaque vague de révolte, l’espace de la contestation s’élargit non seulement localement, mais également dans la diaspora⁷. Après la répression sanglante menée par les autorités maliennes contre les Touaregs en 1963-1964, ou à la suite des massacres de 1948 dans des villages palestiniens lors de la Nakba, les déplacements forcés deviennent le point de départ d’un long processus de politisation – autre point de comparaison entre Azawad et Palestine.

Dans le cas de l’Azawad, les Touaregs s’exilent principalement en Algérie dans un premier temps, puis également vers la Libye suite aux grandes sécheresses de 1973-1974 et 1984-1985. Commence alors, pour toute une génération de jeunes garçons, une période d’errance et de quête, à la recherche de petits



Illustration 2. Combattants touaregs de la région de Ménaka (1994), dont un combattant non armé (à gauche), à proximité d’éleveurs et chefs de famille de la région, également non armés. La nouvelle mode vestimentaire des *ishumar* (jeunes Touaregs partis en exil) est également visible (avec le port de petits turbans qui ne couvrent plus intégralement la tête). © Charles Grémont

boulots. Les *ishumar* (terme formé à partir du mot français « chômeurs »), comme ils se désignent alors eux-mêmes, élaborent une nouvelle culture, loin de chez eux, mais inspirée par les malheurs de leurs parents. Ces jeunes sont animés par un sentiment de revanche à l’égard du pouvoir malien et par le projet de rentrer chez eux en libérateurs. Dans le cas de la Palestine, 750 000 à 900 000 Palestinien-nes sont rejeté-es en dehors des frontières de ce qui devient Israël en 1948. Réfugié-es d’abord en Cisjordanie, à Gaza ou dans les pays limitrophes, ils et elles se massent dans des camps, pensant leur exil temporaire. En 1967, la guerre des Six Jours, qui s’accompagne de l’occupation de la Cisjordanie et de Gaza, vient aggraver le déracinement palestinien. De nouveaux départs ont lieu, créant une diaspora plus vaste encore, qui s’étend progressivement au-delà des pays limitrophes : pays du Golfe, Europe, Amérique latine... À partir des années 1970, de jeunes réfugié-es palestinien-nes nées dans les camps de l’UNRWA⁸, de même que les Touaregs en Algérie et en Libye, développent une conscience politique fondée sur

la dépossession et une culture propre, faite de graffitis, de chants engagés, de poésie de résistance et d’images de combattant-es. Ils et elles n’ont jamais connu que l’exil, mais se perçoivent comme les porteur-es d’un projet national, vivant dans l’attente d’un retour sans cesse différé. Tandis que les jeunes Touaregs partis en Algérie et en Libye transforment leur mode vestimentaire, incorporent des mots d’arabe à leur langue *tamasheq* et composent des chansons aux sons de guitares⁹, les Palestinien-nes de Jordanie, de Syrie et du Liban érigent la clé de la maison en symbole du retour et le keffieh en étendard universel. La lutte armée, tout comme la lutte culturelle, devient l’instrument d’une reconquête symbolique. L’image du fedayin et celle du combattant touareg (*voir ill. 1 et 2*) incarnent la figure du résistant exilé qui revient par la force des armes et des récits.

L’exil devient ainsi, dans les deux cas, un terrain fertile pour réinventer la résistance et construire de nouvelles modalités d’engagement. De ces exils prolongés naissent de nouvelles formes d’identité politique à la fois transgénérationnelles, transnationales

8. Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugié-es de Palestine dans le Proche-Orient (en anglais : *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*).

9. Le célèbre groupe Tinariwen, formé par des « combattants-musiciens », est né à ce moment-là. De nombreux autres s’en sont ensuite inspirés.

et révolutionnaires. Les récits des (grands) parents exilé-es sont devenus les fondations identitaires de leurs (petits) enfants. Dans la diaspora, comme en Palestine et en Azawad, les frontières sociales internes sont remises en question : chrétien·nes et musulman·es de Palestine et d’ailleurs, riches ou pauvres, se reconnaissent toutes et tous sous la même dénomination de *falastini* (« Palestinien ») ; de même, des Touareg·ues, exilé-es ou non, tentent de gommer leurs appartenances tribales et statutaires pour se rassembler derrière un seul slogan : « *Nakkaned, Kel Tamasheq ghas !* » (« Nous ne sommes que des *Kel Tamasheq !* », c’est-à-dire sans autre appartenance). Dans les deux cas, il s’agit de dépasser les appartenances tribales et les fragmentations diasporiques pour former un seul peuple et bâtir une nation unifiée, capable de réclamer ses droits à l’autodétermination devant les instances internationales (Williamson, 2024 ; Giacaman *et al.*, 2025).

Entre (post)colonialisme et nouveaux impérialismes

La Palestine comme l’Azawad se trouvent au cœur de conflits et d’enjeux qui dépassent largement leurs frontières. Leurs luttes pour l’autodétermination sont profondément imbriquées dans des dynamiques régionales et internationales, où les puissances étrangères jouent un rôle ambivalent – entre soutiens ponctuels, alliances stratégiques, ingérences militaires ou instrumentalisations idéologiques.

La lutte du peuple palestinien s’est toujours articulée avec des rapports de force extérieurs, entre héritages coloniaux, géopolitique régionale et ambitions impériales modernes. Depuis 1948, les États-Unis sont les garants stratégiques du nouvel État d’Israël, lui fournissant une aide militaire, économique et diplomatique massive. Washington bloque systématiquement les résolutions du Conseil de sécurité condamnant l’occupation et impose un cadre diplomatique défavorable aux Palestinien·nes, notamment à travers les « accords d’Oslo », perçus par beaucoup comme une reddition camouflée (David *et al.*, 2024). Dans cette architecture néo-impériale, les Palestinien·nes sont maintenu·es sous une dépendance économique

croissante (financements étrangers, autorisations israéliennes, politiques d’« aide conditionnelle » imposées par l’Union européenne), à la fois comme main-d’œuvre bon marché et comme marché captif, dans un contexte d’asphyxie progressive (Fakher Eldin, 2025).

Pourtant, ponctuellement, la cause palestinienne a aussi bénéficié d’alliés extérieurs. Dans les années 1970-1980, les mouvements de libération palestiniens sont soutenus par des régimes arabes (Syrie, Libye, Irak) ou des puissances du bloc de l’Est, notamment l’URSS. Les camps de réfugié-es se transforment en centres d’entraînement et de formation idéologique, mais aussi en des lieux de vie où une culture politique se réinvente. Le Liban, notamment après 1969, devient un foyer de structuration de la résistance palestinienne, autour de l’Organisation de libération de la Palestine (OLP). Des combattant·es palestinien·nes reçoivent également des formations militaires en Syrie ou en URSS, parfois avec l’appui des régimes arabes. Les combattant·es sont ensuite envoyé·es au Sud-Liban, mais aussi en Jordanie (jusqu’en 1970) ou dans les territoires occupés. Certain·es participent à des luttes régionales, comme au Liban pendant la guerre civile, mais toujours avec la conviction que leur combat premier est celui du retour (Raheb, 2024). La Libye de Kadhafi joue un rôle similaire auprès des Touaregs en exil : il leur donne indirectement les moyens de se défendre en les recrutant et en les formant dans les rangs de son armée pour les envoyer en Syrie et au Sud-Liban afin d’aider le Front populaire de libération de la Palestine à combattre l’invasion israélienne (1981-1982), ainsi qu’au Tchad (1986) (Boilley, 1999). Pour les jeunes combattants touaregs, les guerres de Kadhafi sont un moyen de préparer la leur.

Toutefois, ces soutiens sont souvent instrumentalisés à des fins géopolitiques, et rapidement rétractés lorsque les intérêts nationaux des alliés sont en jeu. Après les accords de Camp David (1978) et d’Oslo (1993), tandis que de nombreux régimes arabes normalisent leurs relations avec Israël, d’autres puissances affichent un soutien symbolique, parfois stratégique, à certains groupes palestiniens – par exemple le Hamas, qui bénéficie d’une aide logistique de l’Iran, tandis que la Turquie instrumentalise la cause palestinienne pour renforcer sa stature régionale.

Ces influences extérieures, souvent concurrentes, contribuent à fragmenter le champ politique palestinien entre autorités rivales (Fatah, Hamas, Djihad islamique, diaspora indépendante), chacune s’appuyant sur des parrains internationaux différents, ce qui nuit à l’unité du mouvement national (Giacaman *et al.*, 2025).

De même que la cause palestinienne a été prise dans les reconfigurations d’alliances et de rivalités internationales, la situation de l’Azawad est marquée par des interventions extérieures qui façonnent la dynamique du conflit. Jusqu’à une période récente (2022), la France a toujours été impliquée dans les conflits opposant les Touaregs à l’État malien. La position des gouvernements maliens vis-à-vis de l’ancienne puissance coloniale a connu des variations. La France a longtemps été accusée d’avoir instillé les ferments du séparatisme avant même l’indépendance, à travers son projet d’Organisation commune des régions sahariennes (OCRS), qui remonte à 1957¹⁰, et de montrer un parti pris en faveur des Touaregs, fondé sur une certaine fascination raciale. À partir de 2012, cette perception négative tend toutefois à disparaître. Ainsi, l’intervention militaire française au Mali en janvier 2013 se fait à la demande des autorités de transition de Bamako, dans le but de stopper une offensive de combattants djihadistes venue du Nord. Il ne s’agit plus de jouer un rôle de médiation auprès des Touaregs indépendantistes, mais de lutter contre un « ennemi commun » : les combattants islamistes affiliés à Al-Qaïda et à l’État islamique, composés en partie de Touaregs. Cependant, la popularité acquise par la France au moment du déclenchement de l’opération militaire « Serval » fait long feu. L’interdiction donnée par les Français aux troupes maliennes de remonter jusqu’à Kidal, par crainte de nouvelles exactions sur les civil·es, et la mobilisation décoloniale – et donc anti-française – d’une partie de la jeunesse malienne, réactivent l’image de l’ancienne puissance impériale cherchant à faire main basse sur les richesses du pays (l’or, notamment). La propagande véhiculée sur les réseaux sociaux présente les militaires

français comme des soutiens des groupes islamistes qu’ils étaient censés combattre. Dans un climat délétère, Emmanuel Macron annonce, en février 2022, le retrait des troupes françaises du Mali.

L’Algérie est l’autre acteur incontournable des conflits opposant les mouvements rebelles du nord à l’État malien, et ce depuis les années 1960. Dans une attitude ambivalente à l’égard de ces insurrections, le grand voisin du Nord s’est toujours présenté comme médiateur (1991, 2006 et 2015 notamment) et a toujours tenu la même ligne : empêcher à tout prix la possibilité de l’indépendance de l’Azawad, afin d’éviter toute velléité similaire de son côté de la frontière, au sein de sa minorité touarègue.

Ainsi, au moment où le Mouvement national de libération de l’Azawad (MNLA, créé en 2011 ; voir *ill. 3 infra*) multiplie les victoires militaires contre l’armée malienne et déclare l’indépendance de l’Azawad (6 avril 2012), l’Algérie favorise l’émergence d’un autre mouvement armé au sein des Touaregs, *Ansar Dine* (« les défenseurs de la religion ») avec à sa tête Iyad Ag Ghali (l’un des anciens dirigeants de la rébellion de 1990). Cet autre mouvement prône l’instauration de la charia, mais ne remet pas en cause l’intégrité territoriale du Mali. Il réactive en même temps les rivalités systémiques entre fractions et personnalités touarègues.

Au moment du départ des Français, et à la demande du régime putschiste de Bamako, un autre acteur international est aussitôt invité à venir « défendre la patrie » : la Russie, à travers la milice Wagner. De statut privé, ce groupe militaire, intervenu notamment en Ukraine, Syrie, Libye et République centrafricaine, et arrivé au Mali à la fin de l’année 2021, est rétribué par l’État et vit de pillages. Les hommes de Wagner, en association avec l’armée malienne, traquent, pillent, empoisonnent et assassinent les populations touarègues, maures et peules – y compris des personnes âgées, des femmes et des enfants –, dans une logique d’éradication et d’épuration ethnique. Les victimes, dont le seul tort est d’appartenir aux mêmes groupes

10. Face aux mouvements indépendantistes en Afrique de l’Ouest, la France a cherché à conserver une présence au Sahara central (sud de l’Algérie, nord du Tchad, du Niger et du Soudan français) à travers un projet de mise en valeur économique. Ce projet est refusé et mis en échec par les leaders indépendantistes du Soudan français.



Illustration 3. Installation sur un rond-point à Kidal, à la mémoire du lancement de l’offensive du MNLA. Cette photo a été prise le 6 avril 2017, à l’occasion des cinq ans de la déclaration de l’indépendance de l’Azawad. La forme du drapeau de l’Azawad évoque explicitement le graphisme de celui de la Palestine. La couleur noire symbolise l’oppression, l’occupation, la colonisation (de la France et du Mali), les ténèbres ; le rouge représente le sang de tous les martyrs morts pour l’Azawad ; le triangle jaune, le désert et l’or ; enfin, le vert en haut, la verdure, la liberté, le bonheur, l’indépendance, la finalité à atteindre (précisions données par un des fondateurs du MNLA, cité par Chebli, 2021). Le vert, le jaune et le rouge sont aussi les couleurs du panafricanisme. © Charles Grémont

ethniques que des combattants luttant soit pour l’autonomie de l’Azawad, soit au nom du djihad, sont prises pour cibles non pas pour ce qu’elles font, mais pour ce qu’elles sont¹¹. L’utilisation de drones, achetés par l’État malien à la Turquie, augmente encore le degré de la barbarie qui s’abat sur les populations.

En 2025, des dizaines de civil-es, parfois des centaines, sont assassiné-es chaque mois par l’armée malienne, Africa Corps¹² et les groupes armés djihadistes au centre et au nord du Mali. Les familles d’éleveur-es, obligées de fuir un danger de mort permanent, ont perdu leurs troupeaux et se sont réfugiées dans les centres

urbains de la région et, plus encore, en Algérie et en Mauritanie. De nombreux-ses jeunes sont aussi reparti-es en Libye. Seuls les groupes faisant clairement allégeance au pouvoir malien ou, à l’inverse, aux groupes djihadistes quand ce sont eux qui contrôlent le territoire, parviennent à rester ; de même, en Palestine historique, seuls les groupes qui s’alignent totalement sur une puissance tutélaire – qu’elle soit israélienne, américaine ou iranienne – parviennent à survivre politiquement.

Ces observations concernant l’Azawad, dont les médias internationaux ne se font jusqu’ici que très peu le relais, résonnent singulièrement avec la situation génocidaire dans la bande de Gaza depuis octobre 2023, quant à elle au cœur de l’actualité. Les assauts israéliens, d’une intensité inédite, perpétuent le nettoyage ethnique en réduisant Gaza, devenue un laboratoire de l’enfermement, à l’état de ruine. Or, les mécanismes internationaux de protection du droit humanitaire semblent paralysés. Les États-Unis continuent de fournir à Israël des armes et un soutien diplomatique inconditionnel, pendant que l’Union européenne se contente d’appels à la « retenue » (David *et al.*, 2024). Dans les deux cas, le monde assiste à ces exactions, sinon à un génocide en direct (Amnesty International, 2024), sans que les grandes puissances n’engagent la moindre action concrète – alors que les faits sont documentés et connus : déplacé-es, réfugié-es et victimes témoignent tous les jours.

Références

Palestine

AMNESTY INTERNATIONAL, 2024, “You Feel like you are Subhuman.” *Israel’s Genocide against Palestinians in Gaza*, Londres, décembre.

DAVID Maxine, GUERRINA Roberta, MANNERS Ian, NICOLAÏDIS Kalypso, 2024, *Planetary Politics and Israeli Settler Colonial Practices*, Lund, Lund University Publications.

EL-ABED Oroub, 2009, *Unprotected Palestinians in Egypt since 1948*, Beyrouth, Institute for Palestine Studies.

FAKHER ELDIN Munir, 2025, « From Kushan to Caravan: Toward a Historical Framework for Studying Land Governance and the Colonization of Palestine », *Ostour Journal*, vol. 10, n° 22, p. 123-142.

GIACAMAN Rita, HAMMOUDEH Weeam, MITWALLI Suzan, 2025, « Experiences of Pain among Palestinian Advanced Cancer Patients », *Frontiers in Psychiatry*, avril, p. 1-12.

PRASTYANTI Rina A., DO CARMO Giovania M., 2024, « Legal Protection of Human Rights in the Conflict between Israel and Palestine », *Insight. International Journal of Law and Politics*, vol. 2, n° 6, décembre, p. 247-253.

RAHEB Mitri, 2024, « Settler Colonialism, Palestine, and the Bible », in A. Lindeman Allen, F. Lozada (eds), *The Critic in the World: Essays in Honor of Fernando Segovia*, Atlanta, Société de littérature biblique.

WILLIAMSON Michael, 2024, « Transitioning From a Necropolitical Today to a Decolonial Tomorrow », *Cairo Studies in English*.

Mali – Azawad

BELALIMAT Nadia, 2003, « Qui sait danser sur cette chanson, nous lui donnerons la cadence. Musique, poésie et politique chez les Touaregs », *Terrain. Anthropologie et sciences humaines*, n° 41, p. 103-120.

BOILLEY Pierre, 1999, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala.

CHEBLI Denia, 2021, « “Jusqu’à maintenant, il n’y a pas de révolution”. Itinéraire du Mouvement national de libération de l’Azawad dans la guerre au Mali », thèse de doctorat en science politique, Paris, Université Paris I-Panthéon Sorbonne.

CLAUDOT-HAWAD Hélène, 1990, « Honneur et politique : les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée (REMMM)*, vol. 57, p. 11-47.

DECREAENE Philippe, 1974, « Sécheresse de 1974 : une arme politique contre les Touaregs du Mali », *Le Monde*, 6 février.

GRÉMONT Charles, 2019, « Dans le piège des offres de violence. Concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018) », *Hérodote*, vol. 172, p. 43-62.

LECOQ Baz, 2010, *Disputed Desert: Decolonisation, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali*, Leyde-Boston, Brill.

11. Des réseaux associatifs, tels que « *Kel Akal* » (« ceux du pays ») ou le « Collectif pour la défense des droits du peuple de l’Azawad/ Nord-Mali », documentent, rassemblent et diffusent chaque semaine le bilan des exactions. Comme à Gaza, ce sont les populations elles-mêmes qui témoignent, souvent avec photos et films à l’appui, de l’exécution de leurs parents et de leurs voisin-es.

12. Nom donné aux miliciens de Wagner depuis qu’ils sont directement rattachés au Kremlin et que l’organisation Wagner a officiellement annoncé son retrait du Mali (juin 2025).